

Le libertaire

Pour l'Administration du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à CONTENT

HEBDOMADAIRE ANARCHISTE
69, BOULEVARD DE BELLEVILLE — PARIS

Chèque postal : Content 458-22 Paris

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE :	POUR L'EXTÉRIEUR :
Un an . . . 10 fr.	Un an . . . 15 fr.
Six mois . . . 8 fr.	Six mois . . . 8 fr.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquate à chaque époque.

Pour la Rédaction du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à André COLOMER

Notre démonstration de dimanche ne fut qu'un commencement....
La suite à bientôt !

En plein Paris, sur les grands boulevards, parmi la foule des Dimanches, nous avons malgré la pluie et les flics, fait entendre notre volonté d'amnistie.

Nous avions tout fait pour le succès de cette manifestation. Nos camarades et nos amis, à l'appel de l'Union Anarchiste, avaient en souscription dépassé la somme de 5.000 francs que nous avions prévue pour les frais de cette propagande.

Des tracts par centaines de mille avaient été répandus.

Un numéro entier avait été consacré aux prisonniers pour lesquels nous réclamons la liberté immédiate.

Deux éditions spéciales avaient été tirées en toute hâte et à un grand nombre d'exemplaires afin de faire connaître les détails de la manifestation au fur et à mesure que les événements nouveaux en modifiaient l'aspect. Vendues ou distribuées à profusion elles assurèrent la publicité de notre démonstration.

Nos affiches furent lacérées par la police. Mais elles tinrent bon cependant dans certains coins où les Chevaliers du Graal n'osent pas trop s'aventurer.

Mais, outre le dévouement des compagnons, nous eûmes aussi de précieux conseils.

Remercions chaleureusement d'abord l'Union des Syndicats de la Seine (C.G.T.U.) qui par ses appels énergiques au prolétariat parisien fit preuve en cette circonstance d'un admirable esprit révolutionnaire. Le bureau et la Commission exécutive de l'Union départementale unitaire ont fait tout ce qu'ils devaient pour assurer le succès de la démonstration pour l'Amnistie.

La Fédération de la Seine du Parti Communiste nous avait apporté son appui. Remercions donc l'Humanité qui ne nous a pas refusé ses colonnes. Quant au Journal du Peuple il s'est mis, suivant son habitude, à notre disposition.

Enfin le Comité de Défense Sociale était, comme toujours, bravement à nos côtés.

**

Nous étions prêts. Si le gouvernement ne l'avait pas interdite, notre démonstration se serait déroulée en cortège imposant mais pacifique de la place du Combat à la place de la Nation, tout au long des boulevards extérieurs.

A cet effet l'Union Anarchiste avait fait monter de grandes pancartes où s'inscrivaient en phrases synthétiques les divers chapitres de l'histoire de la Répression réactionnaire et militariste en France, avec nos appels d'Amnistie.

Mais les pouvoirs publics n'ont pas voulu supporter le spectacle d'un prolétariat animé d'idées généreuses et de pensées nobles. Ils lui préfèrent naturellement la vision d'horreur d'une foule se ruant à la Boucherie mondiale.

L'ordre fut évidemment troublé dimanche dernier, si cent mille travailleurs avaient défilé avec dignité en clamant l'Amnistie. Il ne l'a pas été le 31 juillet 1914 quand plus d'un million de misérables s'attaquaient frénétiquement sur les boulevards en gueulant : « A Berlin ! ».

Notre manifestation fut interdite dès le samedi matin. Nous l'avions prévu. Et suivant la seconde partie du programme tracé sur notre affiche, immédiatement nous fîmes connaître notre décision de manifester quand même et de nous transporter à cinq heures trente du soir sur les grands boulevards, entre la Porte Saint-Denis et la Porte Saint-Martin.

C'est l'heure de la sortie des théâtres, des concerts et des cinémas. Il y a toujours foule en temps ordinaire le dimanche à cet endroit.

Il pleuvait horriblement...

Cela n'empêcha pas les militants, tous les militants révolutionnaires d'être fidèles au rendez-vous.

Tous étaient là : anarchistes, syndicalistes et communistes, tous ceux qui depuis des mois et des mois ne cessent, inlassablement, de réclamer à cor et à cris l'Amnistie sur tous les tréteaux de toutes les salles de Paris et de province, tous ceux qui ont tout dit et tout écrit sur l'Amnistie et qui ont hâte de faire autre chose... quelque chose enfin pour hâter la libération des victimes de l'Autorité et de la Guerre.

Tous les militants étaient là... parmi les promeneurs du dimanche.

Ah ! s'il n'avait pas plus... Nous autres, eu certainement autour de ces militants la masse compacte et dense des travailleurs, de tous les ouvriers de Paris, de tous les exploités du département.

Et dans ce cas il n'eût pas été sans toute aussi facile à Messieurs les agents

Les Chambres de Torture de la P. J.

Déjà nous savions que des procédés spéciaux étaient employés par la police judiciaire pour tirer de gré ou de force des « aveux » certainement fort utiles pour les hommes dont le métier est de vivre de la culpabilité » d'autrui.

Tout récemment le tribunal correctionnel de Lyon se voyait obligé de condamner les inspecteurs de la Sécurité qui par des tortures avaient, dans une pièce appelée ironiquement « chambre des aveux spontanés », forcé la conscience des inculpés.

Nous savons la façon dont on traita Cuillier pour le contraindre à se déclarer coupable du viol et du meurtre de la pauvre petite Barbala. Arrestation préventive sans le moindre soupçon de preuve ; isolement ; nourriture abondamment sué ; privation de boisson, etc.

Mais voici qu'en pleine séance d'assises le scandale éclate, si troubant, si évident que la presse officielle elle-même ne peut s'empêcher d'en parler.

Ecoutez l'*Intransigeant*, journal qu'on ne peut suspecter de sévérité pour la police, qui déclare : « Il n'y a pas de tortures, mais il y a des faits abominables. »

C'est au cours de l'affaire Vlachos. Comme le président rappelait les aveux de l'accusé, celui-ci déclare « avoir été forcé de les faire. »

— Si je n'avais pas avoué, j'étais mort en ce moment, dit-il. Et il raconte comment amené à la police judiciaire où il fut gardé un jour, alors que le juge d'instruction le convoqua d'urgence, « il y fut tellement roué de coups de nerfs de beuf et de caoutchouc qu'il tomba évanoui. »

Le président. — Ainsi, les coups sont si violents et si nombreux que vous êtes tombé évanoui.

Or, alors on m'a réveillé à coups de pointes de soulier dans les côtes et en me versant de l'eau froide dessus.

Alors, pour le faire avouer, nouvelle torture avec un caoutchouc qu'il faut lui faire souffrir contre les ailes de la douleur physique. Il « avouera » d'autant plus aisément qu'il aura la certitude de pouvoir après prouver sa non-culpabilité.

Tortures ignobles, tortures stupides.

On va alors sur la scène de la torture, nous violenter les consciences qui pour le plaisir de les faire souffrir son joli finir avouer.

Tout cela serait, en effet, très grave, déclare le président, si c'était prouvé. Mais nous verrons si ce l'est. Nous entendrons

Le président. — Et vous affirmez aujourd'hui n'être pour rien dans le crime ?

Nous avons l'intention de continuer régulièrement, méthodiquement, avec volonté mais sans précipitation, d'une manière sûre et progressivement rapide, jusqu'à ce que nous ayons obtenu ce que nous désirons de tout notre cœur :

L'AMNISTIE ! L'AMNISTIE !

Dans un de nos prochains numéros nous fixerons la date, le lieu, l'heure du prochain rendez-vous que nous donnerons à la Conscience de Paris.

L'UNION ANARCHISTE.

Ceux qui s'en vont

VICTOR DAVE

On l'a conduite, en ce jour pluvieux de Toussaint, au Columbarium du Père-Lachaise. Il était mort à l'hôpital Broussais, dans le dénouement le plus complet, à l'âge de 80 ans, mais riche de tout son passé de militant intégré.

On se rappellera longtemps sa belle tête aux longs cheveux blancs et à la barbe de neige, ses yeux de bonté et son esprit lucide jusqu'au bout. Il était un des derniers survivants de la 1^{re} Internationale.

Représentant de la section belge, il avait été, dans l'Internationale, membre actif de la fraction révolutionnaire bakouniniste ; c'est lui qui, au Congrès de La Haye, lut la déclaration de la minorité.

Puis tard, prenant part au mouvement allemand, il eut à subir les persécutions du gouvernement prussien et passa cinq années en forteresse. A Londres, au milieu des réfugiés de tous les pays, il fut l'ami de Johann Most et membre de son groupe.

A Paris, Victor Dave, qui fut l'ami de Georges Sorel, était connu dans tous les milieux révolutionnaires et, dans le monde des Lettres, il était apprécié pour ses nombreux travaux, ses traductions de Buchner, de Haeckel, etc.

Ses dernières années furent attristées par la solitude, la misère et les persécutions policières.

Les anarchistes se souviendront du vieux militaire qui vient de tomber.

A propos d'une protestation

Nos camarades prisonniers politiques à la Santé nous avaient fait parvenir une lettre par laquelle ils avaient protesté contre une suppression éventuelle du régime politique — ceci à l'occasion du maintien au « droit commun » de notre camarade Brayé, arrêté comme gérant du *Libertaire*. Ce camarade ayant été relâché et nous ayant affirmé que son passage au quartier politique était assuré au moment où il fut mis en liberté provisoire, il n'y a plus lieu, nous semble-t-il, de publier une lettre rédigée antérieurement à ces faits.

VOIR EN TETE DE LA VIE DE L'UNION ANARCHISTE, EN 4^e PAGE, L'ITINÉRAIRE DE LA TOURNÉE COLOMER DANS LE SUD DE LA FRANCE, DU 5 AU 18 NOVEMBRE.

Contre les forfaits préparés par les Gouvernements russes et polonais

Appel des anarchistes et des syndicalistes-révolutionnaires aux travailleurs de tous les pays

Le Parti Communiste russe ayant établi sa domination dans le pays à l'aide d'une terreur inouïe, exterminant en masse tous les anarchistes et syndicalistes révolutionnaires, cherche par tous les moyens de s'emparer de Nestor Makhno, guide héroïque du mouvement partisans révolutionnaire des ouvriers et paysans de l'Ukraine pour détruire la révolution russe.

En 1921, Makhno encerclé par de nombreuses divisions soviétiques, fut obligé de se rejeter en territoire roumain. Il y fut arrêté et interné dans un camp. Longtemps, le pouvoir soviétique exigea de l'arrêter et l'envoyer au camp de Varsovie. Cela nous laisse supposer que le gouvernement polonais, après l'avoir enfermé dans un camp et ayant l'intention de le juger pour sa participation à la révolution russe. Arrêté, Makhno se trouva encore une fois sous la menace d'être livré au gouvernement soviétique. Ces temps derniers les journaux annoncent qu'il fut transféré du camp à la citadelle de Varsovie. Cela nous laisse supposer que le gouvernement polonais, après entente avec les pouvoirs soviétiques, l'imposera à son pays et à son président de la République.

Sous la pression des armées de Denikine et de Trotsky, Makhno fut obligé de se réfugier à l'ouest, vers les frontières de la Galicie. Mais, par la suite, lorsque Denikine s'approcha d'Orel, menaçant Moscou même, Makhno ayant rassemblé les forces révolutionnaires, lui porta le coup mortel au sud de l'Ukraine : il anéantit son arrière-garde, s'empara de sa principale base d'artillerie, dans la région de Valovatki-Marcopol et coupa le gros de ses armées de tous les points d'appui et de ravitaillement. C'est ce qui détruisit la campagne contre-révolutionnaire de Denikine. En battant en retraite de Grande-Russie, ce dernier tomba dans le foyer ardent de l'Ukraine insoumise où se consuma la majorité de ses armées.

Dans la liquidation de Wrangel, le rôle de Makhno fut aussi grand. Durant toute l'année 1920, il se trouvait entre deux feux, combattant d'un côté Wrangel, de l'autre les bolcheviks. En été 1920, l'armée rouge recula sur un large front cédant des départements entiers de l'Ukraine à Wrangel. Ce dernier occupa les villes de Métopil, Alexandrovsk, Sinelnikovo, Berdiansk et autres, menaçant de s'emparer de tout le bassin houiller du Donets. En septembre 1920, le pouvoir soviétique, pour en finir contre Wrangel, conclut un accord militaire et politique avec Makhno, garantissant l'exécution de ses conditions minimales :

a) Mettre en liberté tous les anarchistes et makhnovistes ;
b) Laisser réservoir le droit de professer et de propager librement leurs idées ;
c) Reconnaître aux ouvriers et paysans de la région makhnoviste le droit de créer des organisations autonomes d'ordre économique et social.

Après la conclusion de cet accord, l'armée makhnoviste se rasa de toutes ses forces, combattant d'un côté Wrangel, de l'autre les forces révolutionnaires. Ces dernières, ayant l'habileté de toute l'humanité laborieuse opprimée. Le puissant bouleversement d'octobre ayant momentanément brisé les bases mêmes du capitalisme en Russie, semblait à tous les exploits être le début de la révolution sociale des travailleurs du monde entier. C'est pourquoi, nous étions toujours, moralement et physiquement, pour la révolution russe en luttant contre toutes les attaques de la bourgeoisie.

Cependant, le parti communiste s'étant emparé du pouvoir, entama au nom de sa dictature, l'œuvre d'extermination de tous les courants politiques et sociaux qui ne voulaient pas se soumettre à son programme et à sa volonté. Et en persécutant les courants de la droite, il s'abstint avec encore plus d'acharnement et d'impénétrabilité sur les mouvements des ouvriers et des paysans défendant l'idée de l'indépendance et de l'autonomie sociale des classes ouvrières, sur les anarchistes, les syndicalistes révolutionnaires, etc. Fait monstrueux mais flagrant : le pouvoir communiste s'appela pourvoir des ouvriers et paysans exterminé impitoyablement les meilleurs militaires de la cause du prolétariat et aussi opprême les vastes masses laborieuses sans parti lorsqu'elles élevèrent leur voix de protestation contre les attaques du pouvoir à leurs droits.

Une telle attitude en pleine révolution ne put se passer sans provoquer une résistance active des travailleurs. Le peuple ayant fait la grande révolution devait failleusement entamer la lutte contre toutes les forces qui tentaient à ses acquisitions et droits révolutionnaires. En Ukraine, cette lutte prit la forme d'une insurrection révolutionnaire des paysans et ouvriers. Ce grand mouvement historique luta non seulement contre la dictature des bolcheviks mais aussi et dans la même mesure, contre la dictature des autres partis monarchistes ou démocratiques.

Le parti communiste fut essentiellement à ce que la terre, les moyens d'production deviennent le bien des travailleurs, et d'organiser la vie sociale économique sur les bases de l'autonomie ouvrière et paysanne. S'étant heurté à la tyrannie organisée : les armes contre-révolutionnaires des généraux tsaristes et la dictature communiste, ce mouvement, pour lutter contre ces ennemis, créa son armée révolutionnaire basée sur le principe de l'engagement volontaire, armée qui durant quatre ans mena une lutte héroïque sur les fronts multiples s'efforçant de défendre le territoire et les droits révolutionnaires des travailleurs contre toutes les attaques réactionnaires.

Nestor Makhno, fils de paysans sans terre, anarchiste, condamné au bagne pour participation à la révolution de 1917, fut un des premiers et plus actifs participants du mouvement révolutionnaire en Ukraine et devint l'un des guides principaux.

Nous connaissons un esquisse succincte du rôle de ce mouvement d'après les thèses de l'accord signé en octobre 1920 à Kharkow, par Popov et Kourilenko du côté makhnoviste, et par Bela Kun, S. Gousseff, J. Jakoneff et Frounzec (remplacé par Rakovsky) du côté soviétique. Le pouvoir communiste, hostile de par sa nature, comme tout pouvoir, aux principes de la liberté et de l'indépendance des travailleurs se réfugiait dans la Makhnovtchina, ne pouvant, certes, rester longtemps en accord avec ce mouvement. Aussitôt le danger de Wrangel passé, il attaqua traîtreusement les makhnovistes, cherchant à anéantir ce mouvement par la force de ses armées militaires.

La Makhnovtchina et le bolchevisme sont deux antipodes. La première aspire à l'autonomie parfaite des travailleurs, la seconde à les dominer par sa dictature. C'est précisément là le fond de la lutte entre l'un et l'autre. Les déclarations du pouvoir soviétique affirment que la Makhnovtchina portait un caractère de banditisme et de pogroms, n'est qu'une calomnie lâche et vile. L'armée makhnoviste est la seule dans le monde entier absolument étrangère aux actes d'antisémitisme. Au contraire, les partisans révolutionnaires dévoués et dévoués à ce nom se réprennent sévèrement en révolutionnaires décidés et dignes de ce nom.

Profitant de ce qu'actuellement le grand mouvement révolutionnaire des travailleurs russes est brisé par les armées du pouvoir soviétique, celui-ci s'efforce par tous les moyens de s'emparer de Nestor Makhno, guide éminent de ce mouvement. L'autorité bolchevique ne peut être en paix tant que cet homme extraordinaire, issu des profondes masses populaires, est vivant, lui dont le nom seul agit et soutient sans cesse les tendances révolutionnaires dans le peuple.

L'arrestation de Schapiro et l'attitude des Communistes

A une protestation de l'Union Syndicale Italienne pour l'arrestation de Schapiro, le Parti Communiste d'Italie a répondu par la symptomatique lettre que voici :

Réponse à votre lettre du 9 courant, relative à l'affaire Schapiro.

Si l'Etat révolutionnaire et prolétarien russe, dont le gouvernement est dirigé par les communistes, a mis en état d'arrestation le camarade Schapiro, cette mesure n'a eu évidemment pour objet que de défendre la révolution et l'intérêt des travailleurs russes et mondiaux.

Il peut sembler regrettable que, dans une pareille situation, se produisent des faits ayant une répercussion dans le mouvement international, mais cette considération ne fait qu'aggraver la responsabilité de quiconque vient participer à l'œuvre faite par les ennemis de la Russie des Soviets.

Etant donné nos principes, nous ne serions même pas solidaires avec un membre de notre Parti que les autorités de l'Etat prolétarien se trouvent dans l'obligation de tenir provisoirement en état d'arrestation et nous dénoncerons seulement les indignités de celui-ci, comme militaire servant sous nos drapeaux politiques.

Dans le cas qu'il s'agirait éventuellement d'agents ou fonctionnaires isolés de l'Etat russe, ce qui est très peu probable étant donné l'attention politique déjà accordée sur l'arrestation de Schapiro, c'est à l'organisation officielle de l'Etat russe que vous devriez adresser votre demande pour un réexamen de la question.

Dans ce cas, si vous le voulez, nous pouvons nous charger de la transmission matérielle de votre lettre.

SALUTATIONS.

RORDIGHA.

Cette lettre pourrait nous arracher des accusations piquantes, mais nous aimons prendre la chose avec le plus grand calme.

Cette lettre, du reste, sera à illuminer les aveugles, les sourds et même les imbéciles qui s'obstinent à accepter pour bonne la version des émissaires internationaux politiques ou diplomatiques ou syndicaux, ou jeunes, ou enfants, ou adultes, ou féminins, ou males de Moscou, à savoir qu'en Russie le gouvernement n'a de répression que contre ceux qui combattaient le régime des armes à la main, ou contre ceux qui commettent des actes de banditisme.

La lettre de Bordigha parle clairement. A une lettre de nous par laquelle nous exprimions notre protestation pour l'arrestation d'un militant du syndicalisme révolutionnaire, membre de notre Bureau International, parti de Russie avec des passeports du gouvernement et retourné en Russie après avoir fait à Berlin ce qu'y firent nos délégués Bonazzi, Negro, Borghi, à cette lettre, le célèbre tchékiste italien répond :

« S'ils l'ont arrêté, il est évident qu'il le méritait. Infâme pour lui et pour qui que ce soit de commettre l'abomination de le défendre et d'en demander similairement compte au gouvernement russe »

Nous avons compris.

Il est donc entendu que ne pas « prendre les armes contre le gouvernement », ne pas faire « traîner de fausse monnaie, ne pas faire du banditisme » signifie se mettre en lutte avec le gouvernement.. des ouvriers et des paysans ; mais on se met contre ce gouvernement simplement en pensant et en agissant dans le camp ouvrier international avec le sens de la méthode de lutte et du principe libertaire du syndicalisme.

On ne peut être plus clair que cela.

Le syndicalisme est donc un crime pour le gouvernement bolcheviste antisoviétique de Russie ; cela revient à dire que le gouvernement antisoviétique des bolchevistes a déclaré la guerre au syndicalisme et que, logiquement pour un gouvernement, il emprisonne les dirigeants. Il est donc naturel que seuls les syndicalistes et les libéraux aient à défendre leurs camarades, pris dans les mailles de la réaction dans un pays où il n'y a pas de presse libre révolutionnaire, et où, par conséquent, il n'y a ni contrôle, ni possibilité de connaître quel sort est réservé à ces camarades persécutés, tandis que ce dont nous sommes sûrs, c'est que nombre d'entre eux sont fusillés du soir au matin.

Il nous appartiennent donc de défendre les nôtres et, dans le cas actuel, Alexandre Schapiro !

Nous serons sûrs à payer cette dette à la solidarité prolétarienne !

Cependant, nous demandons : Que fait-on en Russie, d'Alexandre Schapiro ?

Où est disparu notre camarade ?

Quel sort est-on en train de lui réservé ?

Quant, dans un autre pays, adviennent des faits de ce genre, nous pouvons nous informer sur leurs conséquences. Les camarades du lieu, les journaux du pays nous tiennent au courant de la chose, mais rien de cela n'est possible quand il s'agit de la Russie.

Que les chefs communistes, eux-mêmes, pensent à tout cela. Qu'ils y pensent ceux qui, jusqu'à présent, déclarent que, en dehors du cas d'infortune personnelle de quelque fonctionnaire, ils n'admettent pas de discussion sur les persécutions officielles de leur gouvernement.

Telle est la réalité douloureuse sur la situation actuelle des partis et des fractions prolétariennes en Italie : les communistes qui parlent ici de « rouge contre tricolore » se solidarisent avantageusement et déchiquetement avec les persécutions contre nos camarades dans le pays où le rouge a vaincu par l'œuvre de la plus gloire des révoltes et est en train de tourner au jaune par l'œuvre politicienne d'un gouvernement de Parti, soi-disant ouvrier.

Il n'y a pas en cela seulement une question de sentiment. Il y a ici une question de sentiment qui a aussi sa valeur, mais qui sert à illuminer une question de principe et éclairer l'âme d'idées qui divise la conception du capitalisme d'Etat de la conception syndicaliste et libertaire.

De cette façon, les communistes offrent des arguments à la réaction mondiale. C'est indubitable. Mais nous voulons qu'il soit bien établi que la responsabilité de cette réaction ne doit pas être attribuée à la révolution.

La Révolution brise le privilège aristocratique et bourgeois et anéantit, évidemment, pour les réactionnaires, toute possibilité de propager leurs mensonges intérêts. Et elle fit parfaitement bien. En œuvrant ainsi, elle n'abolit pas la liberté, mais elle abolit le privilège.

Le gouvernement bolcheviste, si contraire, anéantit peu à peu les soviets, les syndicats, tous les groupements révolutionnaires d'avant-garde et, tandis qu'il se reconnaît avec les autres Etats, il devenait férolement intolérant avec le prolétariat qui ne partageait pas les programmes du Parti communiste.

Certains disent : « Nous sommes enthousiastes de la Révolution, malgré ses erreurs. »

Nous protestons. Ces erreurs ne sont pas celles de la Révolution.

La Révolution peut avoir commis d'autres erreurs, nous en restons enthousiastes et nous le fûmes toujours et nous ne croyons pas que pour éviter des erreurs inévitables, il faille la peine d'éviter une Révolution ; mais ces erreurs — qu'on laisse bien attention à cela — sont celles du gouvernement et non de la glorieuse Révolution qui brisa d'abord le pouvoir des tsars, puis ouvrit le passage à la révolution sociale.

Et les nôtres qui sont aujourd'hui perçus, furent alors, comme dans la suite, en première ligne, les plus acharnés défenseurs de la Révolution.

ARMANDO BORGHI.

Des nouvelles de Russie

Le Comité Intersyndical du XIV^e porte à la connaissance de tous les syndicats les derniers renseignements venus de Moscou et confirmant l'arrestation de Schapiro ; arrestation qui eut lieu en même temps que celle de la camarade Bakchova Pavlova et du camarade Roubtchik.

Il rappelle ses deux protestations, la première adoptée par le Comité général de l'Union des Syndicats de la Seine et la seconde demandant aux organisations syndicales d'élever leurs protestations contre l'arbitraire d'un organisme policier à qui nulle autre police ne peut être comparée.

Soucieux de la vérité, certain de ne pas mourir à la Révolution Russie et sûr de servir l'idée révolutionnaire, le Comité Intersyndical du XIV^e porte à la connaissance de tous les révolutionnaires les faits suivants contenus dans la lettre venant de Russie.

« Un de nos amis vient de recevoir de Kharkoff une lettre où on le prie de faire connaitre aux ouvriers de l'Occident qu'à la prison de cette ville huit anarchistes, six hommes et deux femmes, se trouvent enfermés depuis deux ans sans aucun jugement et sont toujours en compagnie de prisonniers de droit commun. »

Ces camarades ont, paraît-il, commencé la grève de la faim depuis le 5 octobre.

Le Comité Intersyndical du XIV^e, en portant ces faits à la connaissance des révolutionnaires, leur demande de faire toute la pression nécessaire pour que leurs organisations syndicales adressent leurs protestations afin que les organismes syndicaux russes agissent avec énergie auprès de leur gouvernement pour que cesse la terreur policière qui atteint tous ceux qui ne sont pas dans l'orthodoxie du Parti Communiste.

Le Comité Intersyndical ajoute qu'il est fort surpris qu'au moment où va s'ouvrir le deuxième Congrès de l'Internationale Syndicale, cette Internationale n'ait pas fait entendre sa voix pour protester contre l'arrestation d'un militant syndicaliste comme Schapiro.

Ce silence doit-il être interprété comme une approbation de cette arrestation ? Voilà la question que pose le Comité Intersyndical.

Et maintenant, confiants dans les organisations syndicales, nous leur passons la parole.

Pour le Comité Intersyndical du XIV^e

Le secrétaire,

J. GAUDEAUX.

JEUNESSE ANARCHISTE

Le Dimanche 5 Novembre, à 2 h. 1/2, à la Maison Communale, 49, rue de Bretagne

GRANDE CAUSERIE par HAN RYNER

A la Recherche du Bonheur

Invitation cordiale à tous.

Participation aux frais facultative, 0 fr. 50.

TOUJOURS LA RÉPRESSION

A BREST

De nombreux militants sont condamnés

Nos quatre camarades : Mathieu, Gouave, Kerdraon et Keribel viennent d'être condamnés par application des lois scélérates et cela pour avoir écrit dans le *Cri des Jeunes Syndicalistes*, un article réclamant la libération de Cottin et distribué les brochures de l'U. A. sur Cottin : Mathieu, à 6 mois de prison ; Gouave, à 3 mois ; Kerdraon, à 2 mois, et Keribel, à 1 mois de prison, tous sans sursis, et chacun à 500 francs d'amende.

Le procès fut soutenu par le défenseur de nos camarades, mais ses conclusions furent rejetées par le tribunal qui, bien entendu, se déclara compétent.

Le procureur de la République soutint que la propagande anarchiste était nettement caractérisée par des passages de l'article et de la brochure. Ce qu'il ne comprit pas, c'est que son argumentation ne reposait sur rien de positif ; des quatre inculpés, deux appartiennent au Parti Communiste, qui s'est toujours élevé contre les anarchistes. Mais il fallait condamner et le jury, qui aurait dû connaître ces deux affaires, pouvait acquitter. Nous voyons très bien que les ordres du gouvernement réactionnaire ont été exécutés.

M. Bodel, du barreau de Brest, essaya de convaincre les juges que nos camarades ne pouvaient être condamnés pour propagande anarchiste, parce que rien de leur part ne permettait d'élayer cette accusation.

Il rappela que les gouvernements d'autrefois avaient la peine de traduire en Cour d'assises les détails d'opinion comme ceux qui amenaient nos camarades sur le banc des accusés.

Mais rien n'y fit et la condamnation fut prononcée. Peut-on croire que ces condamnations empêcheront les militants de réclamer justice pour Cottin, d'exiger sa libération ? L'opinion publique sera encore condamnée.

C'est cette théorie qui prédomine partout aujourd'hui. Elle domine la politique de tous les pays, l'Angleterre, le pays libre échangiste par excellence y compris, ou, il y a deux ans, toutes les marchandises pouvant servir à la défense nationale ont été frappées du droit de douane exorbitant de 33,5 % ad valorem.

Sous l'influence des industriels, tous les Etats ont fait leur théorie de l'autarchie politique, et ils s'adonnent aujourd'hui à la politique protectionniste, tandis que les mêmes gens, au 19^e siècle, avaient imposé le libre-échange. La cause de ce changement, dans l'attitude des industriels est un des faits les plus importants de l'histoire économique bourgeoise, qui mérite d'être souligné vigoureusement : c'est le fait que l'industrie textile a été remplacée comme industrie dominante par la métallurgie.

Pendant les deux premiers tiers du siècle passé, l'industrie la plus typique était

Le Souvenir de Laurent-Tailhade

Le 1^{er} novembre 1922 marque le troisième anniversaire de la mort de Laurent-Tailhade. D'aucuns ont été discuter sur sa tombe. Nous, qui portons ici incessamment le souvenir du pamphlétaire qui illustra jadis les colonnes du *Libertaire* par la vigueur de son style, rappelons aussi le poète qui chanta l'Anarchie en cette ballade désormais classique :

BALLADE SOLNESS⁽¹⁾

pour le 78^e Anniversaire de Henrik Ibsen

Solness. — Une tour ! Que voulez-vous dire ?
Hilde Vangel. — Je pense à quelque chose qui s'élève... qui
s'élève librement dans les airs.

(Henrik Ibsen, *Solness le constructeur*.)

Dans le cloaque aux herbes pestilentes,
Gonflé d'orgueil, de boue et de venin,
L'impr dragon nage à travers les plantes.
Pour abriter le difforme et le nain,
La plaine grasse a plus d'un lieu bénin :
Caserne, bouge, hôpital ou chaumière.
Entre, les queux, en loques, en sarrazin,
Bétail humain dompté par la vermine !
Pourtant voyage ! Par les airs siédaux,
Monte, en plein ciel, droite comme un héros,
La claire Tour qui, sur les flots, domine.

Une Princesse aux lèvres consolantes,
Rôdeurs blessés, y conduit par la main.
La voix se tail des foulées insolentes,
Près de la Dame au geste surhumain ;
Venez goûter l'espoir du lendemain
A ses genoux ! Que vers elle chemine
Le peuple exempt des gredes, des barreaux !
Ui souffle tiède écœlé la balsamine,
Et Floréal jase emmi les sureaux :
Car le soleil dore en tous ses vitraux
La claire Tour qui, sur les flots, domine.

Eldorados, Icarie ou Salentes,
Fayons cet air opaque et saturnin,
Plus de mensonge et de guerres sanglantes :
Cargouons la voile et rompons le fuuin !
Là-bas, ainsi qu'à l'aube un Apennin,
Du temple neuf la crête s'illumine.
Prêtres abjects, rois, soudards ou bourreaux,
Juges, souillant de leur honte l'hermine,
Et de la foudre attisant les carreaux,
Voici, loin des gredins et des marauds,
La claire Tour qui, sur les flots, domine.

ENVOI

Vienne ton jour, Désse aux yeux si beaux,
Dans un matin vermeil de Salamine !
Frappe nos coeurs en allés en lambeaux,
Anarchie ! ô porteuse de flambeaux,
Chasse la nuit, écrase la vermine !
Et dresse au ciel, fût-ce avec nos tombeaux,
La claire Tour qui, sur les flots, domine.

LAURENT-TAILHADE.

(1) Poèmes Elégiaques, Edit. Mercure de France. En vente à la Librairie Sociale, 69, boulevard de Belleville.

La lutte entre la Finance et l'Industrie

LE PROTECTIONNISME DOUANIER

Nous avons vu que, dans le problème de l'inflation, la finance et l'industrie ont des intérêts complètement opposés.

Le second terrain sur lequel les deux forces s'affrontent est celui du protectionnisme douanier.

Contrairement à leurs collègues allemands, les industriels français paraissent s'occuper bien plus du perfectionnement du système de protection douanière que de l'initiation.

Le protectionnisme tend à dresser une barrière de droits de douane très élevés dans le but de garantir l'industrie nationale contre les industries étrangères, et, en fin de compte, d'augmenter le coût de la vie, au détriment des consommateurs nationaux.

L'économie politique a été dominée, au siècle passé, successivement par deux grandes idées. La plus ancienne était celle de la division du travail international. On estimait alors que certains pays étaient plus aptes à certains genres de production. Il est évident que l'intérêt général veut que chaque pays produise exclusivement ce dont il est le plus apte ; que le pays possédant, par exemple, des mines de houille s'adonne à l'industrie intensive, tandis qu'un pays au sol ferme restreigne l'industrie et se yote de toutes ses forces à l'agriculture. Grâce à ce système, produits agricoles et industriels pourraient être distribués par l'échange international de sorte que les deux nations profitent de leur spécialisation.

Cette théorie était absolument logique. Vers le milieu du siècle passé, elle fut le credo de tous les économistes. C'était elle qui déterminait alors la politique de tous les Etats européens.

Voici, maintenant, ce que disent les adversaires de cette conception :

Votre théorie d'une division de travail internationale est brillante ; elle est mathématiquement exacte. Mais elle est partie de la supposition qu'il n'y a plus de nations ou, du moins, plus de nations ennemis et plus de guerre. Dès qu'une guerre éclate, un pays ne peut plus compter sur les marchandises qu'il recevait des pays ennemis ; il ne peut même pas compter sur les pays neutres. Si l'est pas en mesure de produire lui-même tout ce dont il a besoin, il risque à l'avance d'être en état d'infériorité. Pour cette raison, l'Angleterre se vit menacée de famine en 1917, à l'époque de la guerre sous-marine. Chaque pays devrait donc tondre à se suffire à lui-même, même si certains produits coûteraient plus cher qu'en achetant à l'étranger.

C'est cette théorie qui prédomine partout aujourd'hui. Elle domine la politique de tous les pays, l'Angleterre, le pays libre échangiste par excellence y compris, ou, il y a deux ans, toutes les marchandises pouvant servir à la défense nationale. La raison en est que les moyens avec lesquels les banques travaillent les valeurs aussi bien

